

Renforcer la résilience et tisser des approches sensibles au genre pour la gouvernance de la biodiversité

ATELIER DE FORMATION TECHNIQUE

15 - 20 MAI 2023

ECO RESORT CHIANG MAI,

THAÏLANDE



WOMEN4BIODIVERSITY

SwedBio

REMERCIEMENTS

À tous les participants des différents sites de restauration qui ont contribué aux connaissances et aux contributions précieuses qui ont émergé lors de l'atelier. spécifiquement REFACOF, PACEP, CAUCE, CoopeSolidar, CoopeMoluscos Chomes, NIPS, KESAN, UN OHCHR - Asia, SDF, IMPECT, AIPP et GYBN Thaïlande.

À nos interprètes, documentalistes et animatrices qui ont été la colonne vertébrale de cet atelier.

A tous les membres du Village Huay E-Khang, en particulier Noraeri, dont la merveilleuse sagesse nous a porté du début à la fin de l'atelier.

Merci à SwedBio de nous avoir soutenu dans ce travail et de croire au travail de transformation du genre.

Enfin, aux membres du personnel de Women4Biodiversity sans qui, cet atelier n'aurait été qu'un rêve.

Auteur du rapport

Shruti Ajit

Documentaire

Tanya Promburom

Traduction

Gaëlle Le Gauyer

Mathilde Craker

Créateurs

Deepika Nandan

Sumina Subba

Interprètes

Seila Rodriguez

Tibayrenc François

Crédits photos

Femmes4Biodiversité

Merci d'écrire à l'auteur pour toute précision

shruti.ajit@women4biodiversity.org

Suivez-nous pour ne manquer aucune mise à jour !

www.women4biodiversity.org



[Abonnez-vous à notre newsletter!](#)

TABLEAU DES ACRONYMES ET DES TERMINOLOGIES

CBD	Convention sur la diversité biologique
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CFA	Associations forestières communautaires
CONADIBIO	Commission consultative nationale pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique
CoopeSolidar R. L	Cooperativa Autogestionaria de Servicios Profesionales para la Solidaridad Social (Coopérative autogestionnaire de services professionnels pour la solidarité sociale)
COP	Conférence des parties
FARN	Fundación Ambiente y Recursos Naturales (Fondation pour l'environnement et les ressources naturelles)
CLIP	Consentement libre, préalable et éclairé
GYBN	Global Youth Biodiversity Network (Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité)
IMPECT	Inter Mountain Peoples Education and Culture in Thailand (Éducation et culture des peuples des montagnes en Thaïlande)
KMGBF	Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework
MEL	Suivi, évaluation et apprentissage
SPANB	Stratégie et plans d'action nationaux pour la biodiversité
NIPS	Network for the Indigenous Peoples Solomon (Réseau des peuples autochtones des îles Salomon)
NTFP	Produits forestiers non ligneux
PACEP	Pastoral Communities Empowerment Programme (Programme d'autonomisation des communautés pastorales)
REFACOF	Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts
SDF	Fondation thaïlandaise pour le développement durable
W4B	Women4Biodiversity



TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE ET OBJECTIFS	1
ORDRE DU JOUR	5
JOUR 1 : 15 MAI	6
INTRODUCTION ET PARCOURS DANS LE PASSÉ	11
JOUR 2 : 16 MAI	
LA CONNAISSANCE, C'EST LE POUVOIR : UN RÉCIT STIMULANT GRÂCE À LA CONSTITUTION DE PREUVES ET À LA DOCUMENTATION	18
JOUR 3 : 17 MAI	20
CE N'EST PAS QUE DE LA LOGISTIQUE !	
JOUR 4 : 18 MAI	24
VISION COLLECTIVE	
JOUR 5 : 19 MAI	
EXPÉRIENCE IMMERSIVE :	26
VOYAGE À HUAY E-KHANG, NORD DE LA THAÏLANDE	27
IMPACT ET RÉSULTATS GLOBAUX	
ANNEXE	
LISTE DES PARTICIPANTS	



CONTEXTE ET OBJECTIFS

Pour mieux comprendre le rôle des femmes dans la restauration des écosystèmes, il est important de situer les politiques par rapport aux réalités concrètes du terrain, qui apportent une meilleure compréhension sur la nature de ces processus de restauration et sur la façon dont ils sont menés lorsqu'ils sont dirigés par les femmes des communautés. Afin de mettre ces exemples en avant, en collaboration avec la Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN) et avec le soutien du fonds Sida par l'intermédiaire de SwedBio au Stockholm Resilience Center de l'Université de Stockholm, Women4Biodiversity s'est lancé dans le projet de documenter de telles initiatives, pour qu'elles servent par la suite à éclairer les politiques locales, régionales et mondiales.

Intitulé « Renforcer la résilience et tisser des approches sensibles au genre pour la gouvernance de la biodiversité », le projet vise à renforcer les approches de restauration des écosystèmes sensibles au genre dans les objectifs nationaux et les engagements internationaux, par la recherche et la documentation d'initiatives de restauration des écosystèmes menées par des femmes sur 6 sites de restauration.



Photo du site pilote de restauration des zones humides de la ville de Paraná, province d'Entre Rios en Argentine

Les sites pilotes sont les suivants :

<p>Restauration d'une zone humide dans la ville de Paraná, province d'Entre Ríos en Argentine, avec le soutien de la FARN et de la Fundación CAUCE.</p>	
<p>Restauration de la forêt de Kamatira, dans le comté de West Pokot au Kenya, avec le soutien du Programme d'autonomisation des communautés pastorales (PACEP).</p>	
<p>Restauration de la forêt par la communauté Hageulu dans le district de Gao, province d'Isabel dans les îles Salomon, avec le soutien du Réseau des peuples autochtones des îles Salomon (NIPS).</p>	
<p>Restauration de la mangrove par la communauté de Chomes, dans la province de Puntarenas au Costa Rica, avec le soutien de la Cooperativa Autogestionaria de Servicios Profesionales para la Solidaridad Social (CoopeSoliDar R.L.).</p>	
<p>Restauration des zones humides côtières dans la région de Londji, au Cameroun, avec le soutien du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF).</p>	
<p>Restauration des forêts et étude de la biodiversité mené par un groupe de recherche féminin dans le Parc de la paix de Salween, au Myanmar, avec le soutien du Réseau karen pour l'action environnementale et sociale (KESAN).</p>	



Le choix des sites de restauration a été finalisé entre 2021 et 2023 et ces sites ont achevé la première phase du projet. Celle-ci consistait en une analyse juridique visant à comprendre les considérations de genre au sein des lois et politiques existantes. Les conclusions de ces analyses juridiques ont ensuite été partagées avec les communautés qui seront en charge de la restauration, et pour lancer un processus de consultation. Au cours d'un atelier introductif organisé les 13 et 14 septembre 2022, les partenaires des sites pilotes ont brièvement partagé leurs études de cas et discuté des enseignements et des défis rencontrés pendant la première phase. L'objectif de l'atelier était de développer un espace d'apprentissage commun pour les partenaires des sites pilotes, afin qu'elles puissent partager leurs apprentissages et leurs défis.

Encadré 1 : Résumé de l'atelier introductif

Les sites de restauration ont fait état des principaux progrès réalisés depuis le début du projet. Par exemple, la restauration de la forêt de Kamatira dans le West Pokot au Kenya par les femmes autochtones, car la forêt sert de zone de captage d'eau, fournit des médicaments et des zones de pâturages pour la communauté pastorale du peuple Pokot. En Argentine, les compétences des femmes ont été renforcées en termes de restauration et de production de la flore native, afin de prévenir, stopper et inverser la dégradation des zones humides. Dans les îles Salomon, des sites de restauration forestière sont gérés par les femmes des communautés locales pour conserver leurs espaces forestiers et mettre fin à la déforestation liée à l'exploitation du nickel. Au Costa Rica, des femmes des communautés locales se sont rassemblées en coopératives pour garantir l'utilisation durable des mollusques en définissant et en prenant soin des habitats de ces mollusques.

Tous les exposés menés par les représentant.e.s des sites de restauration montrent la récurrence du thème de l'inégalité des droits et de la non-inclusion des femmes et des filles dans les processus de conservation et de restauration, thème qui apparaît clairement toujours d'actualité. Les droits des femmes et des filles en matière d'accès à la terre et aux autres ressources naturelles, ainsi que leur contrôle, sont toujours limités quand on les considère encore comme des travailleuses domestiques. Parmi les autres difficultés rencontrées par ces femmes, ont été mentionnées : les politiques locales et nationales défavorables en matière de biodiversité, les conditions environnementales et climatiques difficiles telles que les changements soudains de température et les attaques d'animaux sauvages, l'absence de reconnaissance adéquate de l'impact du travail réalisé par ces femmes, les difficultés technologiques liées à la documentation des projets et les contraintes financières qui empêchent de répondre pleinement aux besoins des projets.

Les participant.e.s de l'atelier ont fait part de leurs opinions et de leurs attentes quant à l'avenir du projet :

- Améliorer la communication entre les représentant.e.s des sites de restauration ;
- Renforcer les capacités en matière de politiques internationales, renforcer le travail sur le terrain par une approche basée sur les droits humains et organiser des formations multilingues ;
- Faciliter l'échange d'expériences ;
- Utiliser des applications de communication ;
- Organiser des réunions plus régulières, à la fois virtuelles et en personne, ainsi que davantage d'ateliers de formation et de renforcement des capacités.

Pour donner suite au premier atelier, une seconde rencontre en personne est en train d'être organisée, avec pour objectif la compréhension des processus, de la documentation et des enseignements tirés jusqu'à présent au sein des différents sites de restauration. Cela inclura également le partage des résultats de la COP15 de la CDB, des discussions sur l'implication de la cible 23 et du plan d'action sur l'égalité des genres, ainsi que leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation dans un contexte national. Cet atelier de formation technique comprendra également des sessions sur les SPANB, une formation sur les SIG et sur des outils efficaces pour la documentation et la diffusion, ainsi que des échanges sur la pérennisation des processus engagés dans les sites pilotes au-delà de la période du projet. Voici les objectifs clés des ateliers à venir :

- ✿ Permettre aux partenaires des sites de restauration de partager leurs initiatives et les enseignements qu'elles en ont tirés.
- ✿ Permettre à W4B et aux partenaires des sites pilotes de renforcer collectivement les processus de documentation, de sensibilisation efficace et de politiques nationales éclairées et sensibles au genre dans leurs pays respectifs.
- ✿ Renforcer les capacités et former sur des aspects spécifiques de documentation, notamment la cartographie SIG participative, la mise en œuvre du CLIP avec les communautés, la communication et la mise en place de processus justes en ce qui concerne le genre dans le cadre des initiatives.
- ✿ Aborder l'avenir des initiatives des sites pilotes et leur pérennisation au-delà de la période du projet, et réfléchir aux défis qui pourraient surgir.
- ✿ Élaborer des stratégies pour participer de façon efficace aux différents forums mondiaux qui traitent de la restauration, notamment la prochaine COP16.



ORDRE DU JOUR

Le programme de l'atelier était le suivant :

Time	Sunday 14th May 2023	Monday 15th May 2023	Tuesday 16th May 2023	Wednesday 17th May 2023	Thursday 18th May 2023	Friday 19th May 2023	Saturday 20th May 2023
		Introduction and Walk down memory lane!	Knowledge is Power: Challenging Narrative through evidence building and documentation	It's not all logistics!	Collective Envisioning	Immersive Experience	
9 am - 9.30 am	Arrival	Ceremonial Opening and Opening Remarks	Recap	Recap Communication tools and Tips (Cont.)- Presentations	Recap	Field Trip Huay E Khang village	Feedback Session and Goodbyes
9.30 am - 10.30am		Introduction of Participants	Integrating Human Rights Based approach to the NBSAPs. Review of National Policies and NBSAPs	Admin and Finance Updates	Process Documentation		
10.30 am - 11 am		Introduction to Project and its objectives		Streamlining Pilot Site Processes			
11 am - 11.15 am		Coffee Break	Coffee Break	Coffee Break	Coffee Break		
11:15 am - 1 pm		Pilot Site vision and updates 6 Pilot sites (15 min per site)	Reflections on Community Mapping Processes (NIPS, REFACOF)	Streamlining Pilot Site Processes- Cont	Process Documentation - Alternative Framework		
1 pm - 2.30 pm		Lunch	Lunch	Lunch	Lunch		
2.30 pm - 3.30 pm		Pilot Site vision and updates 6 Pilot sites (15 min per site)	FPIC Processes - Learning from Costa Rica (TBC)		Ways Ahead - Discussing sustaining the PS initiatives beyond the project		
3.30 pm - 3.45 pm		Tea/Snack Break	Tea/Snack Break	Tea/Snack Break	Tea/Snack Break		
3.45pm - 5 pm		Introduction to CBD and Updates	Communication tools and Tips	Monitoring and Evaluation Framework			
5 pm - 6 pm		Reception Dinner	Self time	Self time	International Day for Biodiversity (Hybrid Event)		
7.30 pm onwards					Farewell Dinner		

JOUR 1 : 15 MAI

Introduction et promenade du souvenir

- ◆ Cérémonie d'ouverture
- ◆ Présentation du projet et de ses objectifs
- ◆ Présentation des sites de restauration
- ◆ Bref historique de la CDB, de ses objectifs et du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal

La cérémonie d'ouverture a été menée en collaboration avec IMPECT, par trois femmes sages karen du village de Huay-E-Kang, dans le district de Mae Wang. Elles ont commencé par une cérémonie d'invocation des esprits, traditionnellement pratiquée par les femmes karen dans leurs communautés. Cette cérémonie se déroule généralement au sein de la famille pour appeler les esprits et les ramener auprès de leurs enfants. Dans les croyances du Peuple Karen, il existe 37 esprits au total : 6 résident dans le corps humain tandis que les 31 autres habitent des éléments naturels tels que les montagnes, les arbres, l'eau, les animaux, etc. Pour continuer le rituel, les femmes ont noué un fil de coton sacré autour des poignets des personnes participantes. Après le rituel, chacun a également reçu des gâteaux de riz préparés par la communauté. La sagesse populaire karen dit que les enfants qui mangent des gâteaux de riz seront intelligents.



Photo d'équipe prise le jour inaugural de l'atelier

Noraeri, qui a été la première femme cheffe de sa communauté et la seule femme leader de tout le district de Mae Wang, une province de Chiang Maï, a parlé de l'importance de la sauvegarde des territoires de vie pour assurer la sécurité alimentaire de tous. Elle a également insisté sur le renforcement des capacités des femmes dans l'utilisation des divers moyens de création et de diffusion de connaissances et d'éducation autonome qui sont disponibles en cette ère de la mondialisation. Elle a expliqué que l'idée que chaque personne est un frère ou une sœur rassure et reconforte les femmes karen. Le Peuple Karen croit que si nous sommes tous en contact aujourd'hui, c'est parce qu'un jour nous avons eu la même mère. Elles sont heureuses de constater que toutes les participant.e.s de l'atelier semblent former une seule famille.



Noraeri Thungmueangthong nouant le fil sacré

La deuxième session a été animée par Shruti Ajit, chargée de programme pour Women4Biodiversity. Elle a présenté le projet à toutes les personnes présentes. L'objectif général du projet contenait les points suivants :

- ✿ Renforcement des capacités des femmes et des filles en termes de planification, d'analyse et de contribution à la conservation et à la restauration de la biodiversité.
- ✿ Reconnaissance renforcée et soutien accru pour la prise en compte du genre et de la biodiversité dans les politiques et la planification nationales et régionales.
- ✿ Soutien pour une meilleure reconnaissance des liens entre le genre et la biodiversité dans la création des récits politiques.



Participants le premier jour de l'atelier

Elle a présenté l'approche qui a guidé le projet autour de trois axes – l'ancrage local, le dialogue et les processus mondiaux. L'axe de l'ancrage local consiste à soutenir et à mobiliser les communautés en vue de la restauration de leurs territoires, ainsi qu'à renforcer les capacités pour aider à documenter et à créer des récits sur le rôle des femmes dans la restauration. L'axe du dialogue implique la conduite d'analyses juridiques des SPANB pour les sites de restauration correspondants, des dialogues avec diverses parties prenantes et des campagnes destinées à combler les lacunes en matière de connaissances sur le genre et à identifier les bonnes pratiques dans le domaine du genre. L'axe lié aux processus mondiaux consiste à soutenir, améliorer et façonner les récits politiques, y compris lors des consultations internationales et dans les contributions aux processus de la Convention sur la diversité biologique (CDB), dans le but de mettre en place des plans et des politiques qui impactent positivement la prise en compte du genre, à partir de la participation active des communautés à ces processus.

Cette introduction a été suivie d'une présentation des sites de restauration (voir le tableau ci-dessous pour plus de détails). Valerie Enderle, de la Fundación CAUCE en Argentine, a présenté le travail entrepris dans la ville de Paraná avec les Cuidadores de la Casa Común pour restaurer les zones humides. Elle a souligné la vulnérabilité des femmes travaillant dans la région, surtout lorsqu'il s'agit d'autonomie économique pour subvenir aux besoins de leurs familles alors qu'elles essaient de s'engager dans les initiatives de restauration. Aracelly Jiménez Mora et Nayeli Buzano Valverde, de

Chomes, au Costa Rica, représentant Coope Molus Chomes/CoopeSolidar R. L., ont présenté leur travail de restauration des mangroves, qui leur permettra de faire revivre et de récolter durablement une espèce de mollusque (Piangua). Ce travail incluait une cartographie communautaire, un plan de gestion participatif et un renforcement des capacités par des ateliers sur l'emploi et le travail décent. Priscah Chebet Liman et Rosa Chemkoyu du West Pokot, au Kenya, ont retracé l'historique du travail réalisé par PACEP dans le cadre de la restauration de la forêt de Kamatira. Elles ont notamment parlé de l'utilisation durable des NTFP pour l'obtention d'herbes médicinales et la fabrication de cordes, du renforcement des capacités des femmes



Jikos, Crédit photo : PACEP, Kenya

* Les jikos sont de simples poêles en terre cuite, dont l'utilisation requiert moins de bois et conserve plus de chaleur, ce qui réduit la nécessité de bois de chauffage et permet de diminuer les émissions de fumée

r dans les régions basse et haute de Kamatira grâce à une formation sur la construction et la gestion de pépinières, de la réduction de la dépendance au bois de chauffage grâce à des Jikos[] à faible consommation d'énergie, ainsi que du plaidoyer auprès du gouvernement local pour l'inclusion de femmes ou d'associations forestières communautaires (CFA) dirigées par des femmes. Ensuite, Rose Masso, de REFACOF, au Cameroun, a partagé les activités menées pour la restauration de la mangrove de Londji : des actions de sensibilisation, une analyse juridique et un travail de renforcement des capacités. James Meimana, des îles Salomon, qui n'a pas pu se rendre à Chiang Mai, a présenté le contexte des îles Salomon, les processus de cartographie qu'ils ont réalisés et l'initiative de restauration menée à Hageulu dans la province d'Isabela. Casper Palmano et Sunita Kwangta (KESAN) ont apporté des éléments de contexte sur le Parc de la paix de Salween et sur l'affirmation des peuples autochtones vers l'autodétermination, tandis que le Myanmar est en pleine guerre civile. Ils ont insisté sur la nécessité de mener une étude sur la diversité ethnique et biologique. Celle-ci a été réalisée par des groupes de recherche féminins (WRG), qui ont consigné la composition du Parc de la paix de Salween en termes d'espèces bioculturelles. Il était également important de comprendre et de travailler sur les menaces ainsi que sur la documentation des usages traditionnels, des connaissances en matière de conservation et de la gouvernance des peuples autochtones au sein du Parc de la paix de Salween.

Site de restauration	Leçons et défis	Principales réalisations
<p>Restauration d'une zone humide - Ville de Paraná, Argentine</p> <p>Restauration en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des représentant.e.s du gouvernement interfèrent. • La sécurité des femmes à Cuidadores est compromise. • Le site de restauration subit des dommages et des vols. • Les femmes sont souvent les seules à assurer la subsistance de leur famille, ce qui interfère avec leur travail bénévole sur le site de restauration. • Il faut élaborer des protocoles d'action en cas de violence à l'encontre des femmes sur le site. 	<ul style="list-style-type: none"> • Étude participative de référence menée avec des biologistes • Atelier organisé avec une sage autochtone pour l'identification et la collecte de graines natives, pour une banque de semences
<p>Restauration de la mangrove - Chomes, Costa Rica</p> <p>Restauration en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • De grosses crevettes à proximité de la mangrove sont exploitées illégalement par l'aquaculture, ce qui pollue la zone. • Des menaces violentes sont faites à l'encontre de membres de la communauté. • Il est difficile d'obtenir des versements de la caisse de sécurité sociale du Costa Rica. • Il est interdit de commercialiser les autres espèces exploitées sur place. • Il faut élaborer un plan de gestion participatif 	<ul style="list-style-type: none"> • Processus de cartographie participative • Réalisation du CLIP • Réalisation du deuxième atelier sur l'emploi et le travail décent • Révision de l'Agenda des femmes pêcheuses des mers, des rivières, des côtes et des zones humides
<p>Restauration forestière - Kamatira, West Pokot, Kenya</p> <p>Restauration en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'année électorale a eu un impact sur le déroulement des activités. • Il y a eu de longues périodes de sécheresse. • Il était difficile de mobiliser les femmes car elles étaient occupées par des activités ménagères. • Les représentant.e.s du gouvernement n'étaient pas facilement disponibles. • L'intégration d'incitations économiques pour la subsistance était essentielle afin d'assurer la durabilité des processus, par exemple : la vente de NTFP dans les centres-villes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Élection de femmes au sein des comités de lutte contre le changement climatique dans 20 circonscriptions • Création de pépinières appartenant à des femmes • Formation d'associations forestières communautaires (AFC) dirigées par des femmes • Renforcement des compétences de 60 femmes issues de 15 groupes de femmes en matière de création et de gestion de pépinières et de construction de Jikos pour l'économie d'énergie
<p>Restauration de la mangrove - Londji, Cameroun</p> <p>Restauration en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Aligner le travail mené sur le site avec les objectifs nationaux est nécessaire pour une plus grande sensibilisation. • Les ressources sont limitées. • La zone est fortement dégradée en raison de l'implantation d'hôtels et un seul hectare a pu être restauré. • L'initiative est très bien accueillie par les communautés, l'administration et même par les partenaires de développement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Information donnée aux communautés sur le projet • Réalisation de l'analyse juridique des SPANB • Organisation de séances d'information et de réunions de sensibilisation sur les lois relatives à la biodiversité • Atelier de formation technique pour présenter les résultats de l'analyse avec le point focal • Sessions de formation sur la cartographie
<p>Restauration de la forêt - Parc de la paix de Salween, Myanmar</p> <p>Restauration en cours</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Il y a une guerre civile en cours et la situation politique est instable. • Les ressources sont contrôlées de façon centralisée, et les droits traditionnels et coutumiers ne sont pas reconnus légalement. • Il y a des conflits armés et des projets de développement militarisés. • On observe des pluies irrégulières et des changements de température. • Commerce illégal et surexploitation existent. • Les espèces bioculturelles clés sont mal connues et voient leur nombre diminuer. 	<ul style="list-style-type: none"> • Étude sur les espèces bioculturelles clés menée par des groupes de recherche féminins



Encadré 2 : Points communs entre les sites de restauration

Les points communs suivants sont apparus au cours des échanges entre les sites de restauration:

- Toutes les communautés sentent le poids des menaces liées au changement climatique.
- Il est absolument nécessaire de s'attaquer aux problèmes de violence fondée sur le genre, en particulier pour les personnes qui défendent et protègent leur biodiversité.
- Les menaces externes telles que les pratiques de conservation excluantes, les structures institutionnelles inactives et le manque d'information ont souvent un impact sur la participation active des femmes, dont le rôle dans la conservation et la restauration est souvent négligé.
- Il existe un manque de volonté politique à l'heure de mettre en place des politiques sensibles au genre et d'inclure les femmes et les filles dans les principaux espaces de prise de décision. La restauration est une forme de résilience et de mécanisme d'adaptation au climat pour lutter contre la perte de biodiversité.

Les sites de restauration ont permis de tirer d'importants enseignements en matière de résilience face à certains des défis mentionnés ci-dessus.

Mrinalini Rai, directrice de Women4Biodiversity, a animé la session suivante, qui portait sur la sensibilité au genre. Un rapide exercice a permis de mettre en lumière les constructions sociales qui définissent les rôles de genre et la façon dont le travail sur l'équité et l'égalité des genres tend à les aborder et à les dépasser. Mrinalini a ensuite présenté la Convention sur la diversité biologique (CDB), ses objectifs et le rôle qu'elle a joué dans l'approche basée sur les droits humains et la prise en compte de la dimension de genre dans la gouvernance de la biodiversité. Elle a particulièrement insisté sur les éléments de la cible 2 du cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui appelle à restaurer 30 % de l'ensemble des écosystèmes terrestres et marins dégradés d'ici à 2030. Les participant.e.s ont échangé sur les éléments qui doivent être pris en compte dans le cadre de cette cible et ont discuté de son lien avec d'autres cibles, en particulier les cibles 22 et 23, ainsi que le plan d'action pour l'égalité des genres.

JOUR 2 : 16 MAI

La connaissance, c'est le pouvoir : questionner les récits dominants par l'établissement de preuves et la documentation

- ♦ Analyses juridiques et intégration de l'approche basée sur les droits humains dans les SPANB
- ♦ Cartographie communautaire participative
- ♦ Suivi des processus de consentement libre, préalable et éclairé dans le contexte de la restauration
- ♦ Outils de communication et astuces pour une sensibilisation efficace

Le deuxième jour a commencé par une danse et un chant énergiques, animés par Rosa et Priscah de PACEP (Kenya). Elles ont également apporté des cadeaux du Kenya pour tous.tes : des écharpes à nouer sur les épaules, arborant les emblématiques couleurs verte et jaune, et des éléments de la faune qui co-existent avec les femmes dans le paysage kenyan.

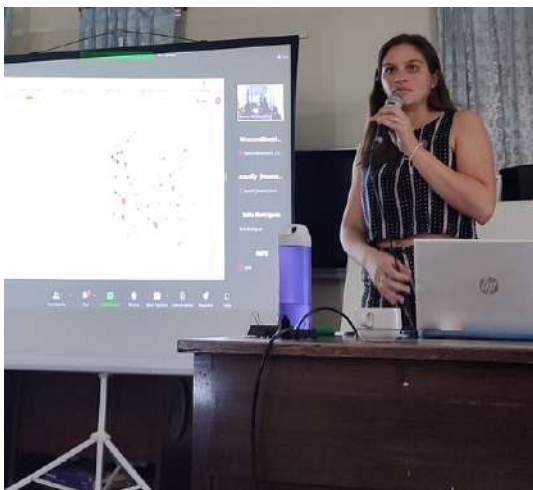


Les participants portent les écharpes offertes par les amis du PACEP

La première session visait à comprendre le rôle des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) dans la mise en œuvre du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, désormais adopté, et à identifier dans quelle mesure les SPANB déjà existants, ainsi que les autres lois sur la biodiversité dans les 6 sites de restauration, étaient sensibles au genre et basés sur les droits humains.

Dans le cadre de ce projet, la première étape pour chacun des sites de restauration a été de procéder à l'analyse juridique des différentes lois sur la biodiversité en vigueur dans leur pays. L'objectif de cette analyse était d'évaluer les lois et les politiques existantes, y compris les SPANB. Il fallait notamment analyser les éléments touchant à la gouvernance et la gestion de la conservation sensibles au genre, à l'égalité des chances et à la participation des femmes aux organes de décision. De plus, il fallait repérer les mécanismes financiers et les outils de mobilisation des ressources, les opportunités de renforcement des capacités et de budgétisation sensible au genre et les éléments de lutte contre les violences fondées sur le genre. Ces informations serviront ensuite pour le plaidoyer réalisé auprès des points focaux respectifs et par le biais de réunions et de consultations multipartites.

L'analyse du contexte juridique argentin a été réalisée par la FARN. Comme l'a souligné Valerie, cela a mis en lumière les différentes politiques nationales, en particulier la création d'un Secrétariat pour les femmes, premier organe gouvernemental dédié à la promotion de l'égalité des genres, qui fut suivie, en 2019, par la création du ministère des Femmes, du Genre et de la Diversité. Ce ministère rendra obligatoire, pour tous les fonctionnaires du pays, une formation sur les violence faites aux femmes. L'analyse juridique met aussi en avant la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) ainsi que la création d'une Commission consultative nationale pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique (CONADIBIO). Cependant, il existe d'énormes lacunes dans les données ventilées par genre, et les femmes qui défendent l'environnement sont toujours menacées. Le SPANB (2016-2020) est constitué de 21 objectifs prioritaires : les femmes n'y sont mentionnées qu'une seule fois et par le biais de termes généraux d'égalité et d'équité qui pourraient impliquer les femmes. Ce SPANB a été reconduit jusqu'en 2024 et comprend six approches intersectionnelles. Pour quatre d'entre elles, on peut inférer qu'elles incluent les droits des femmes. Suite à l'adoption du cadre mondial pour la biodiversité pour l'après-2020, la FARN et la CAUCE, par leur implication dans la CONADIBIO, veulent résoudre ces brèches via un processus consultatif.



Valeria du CAUCE parle de diverses politiques nationales

Aracelly, du Costa Rica, a partagé les conclusions de son analyse juridique, qui indique que les lois (tant au niveau national qu'international) n'ont pas abordé de façon spécifique les droits des femmes pêcheuses ni des personnes qui récoltent les coquillages. Néanmoins, les Directives volontaires de la FAO visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté ont été adoptées en 2015 et ratifiées par le Costa Rica en août 2015[1], et incluent une section sur l'égalité des genres. La Constitution politique du Costa Rica stipule comme garanties fondamentales l'égalité devant la loi et la possibilité d'offrir une protection spéciale aux femmes par le biais d'actions positives. La Politique nationale sur la biodiversité aborde le thème de la protection des femmes

qui défendent l'environnement ainsi que leur participation égale et effective aux organes de décision. La prochaine étape consiste à faire reconnaître et à défendre le rôle des femmes pêcheuses et des personnes qui récoltent des mollusques dans le cadre de cette politique, et à inclure leur récit dans le contexte plus large des politiques sensibles au genre au Costa Rica, un aspect qui a été négligé jusqu'à présent. L'association qu'elle représente a également commencé à interagir plus activement avec leur point focal de la CDB pour mettre en avant ces points.

* Décret exécutif n° 39195 MAG-MINAE-MTSS du 7 août 2015

En ce qui concerne le Kenya, Priscah (PACEP) a indiqué que, selon leur analyse juridique, les femmes ont été reconnues dans des domaines clés, notamment en tant qu'actrices principales de la sensibilisation à la biodiversité, co-promotrices d'entreprises fondées sur la nature, notamment à travers l'écotourisme et les conservatoires communautaires, ainsi que dans les petites entreprises agricoles orientées vers la commercialisation de légumes-feuilles africains et d'autres aliments traditionnels pour la nutrition et la sécurité alimentaire, et en tant qu'actrices de la restauration et de la préservation des plantes médicinales et d'autres plantes indigènes par l'application des connaissances traditionnelles. Toutefois, il existe une brèche importante en ce qui concerne la participation des femmes à la gestion et à l'utilisation durable de la biodiversité, ainsi que l'égalité des droits des femmes en matière de droits fonciers et de moyens de production. La PACEP s'est engagée dans des dialogues avec diverses parties prenantes, et a fait pression pour que les femmes occupent des postes au sein des comités sur le changement climatique et forment des associations forestières communautaires dirigées par des femmes, dans le cadre du règlement sur le changement climatique du West Pokot.



Rose du REFACOF présentant la revue juridique

Dans le cas du Cameroun, Rose (REFACOF) a expliqué que même si l'analyse juridique a montré que le droit international reconnaissait le rôle des femmes dans la gestion des ressources naturelles, ce rôle n'a pas encore été intégré dans les lois et les politiques nationales. Les plans nationaux n'abordent pas la question du genre et ne prévoient pas de budget spécifique pour le genre, y compris en matière de biodiversité et de conservation. Le REFACOF s'est rapproché du point focal national pour partager les résultats de l'analyse et reformuler les plans sectoriels (2022-2024), afin d'incorporer les questions de genre.

Casper (KESAN) a présenté le contexte actuel au Myanmar, où le conflit armé en cours et les déplacements ont conduit à l'effondrement du gouvernement national et des institutions, lois et politiques associées, ainsi que les menaces imminentes liées au changement climatique. Selon le SPANB du Myanmar (2015-2020), l'objectif 14 d'Aïchi a été adopté dans son intégralité. Celui-ci porte sur la nécessité de restaurer et de sauvegarder les écosystèmes, en tenant compte des besoins des femmes. D'autres lois, comme la loi sur les terres agricoles (2020), la loi sur les forêts (2018), les lois sur la gestion des jachères vacantes et des terres vierges, etc. ne tiennent pas compte de la dimension de genre.



Sunita Kwangta de KESAN

Parmi les politiques actuelles de l'Union nationale karen (KNU) figurent la politique foncière de Kawthoolei (2015), qui reconnaît les droits fonciers des femmes par le biais de l'héritage, de la redistribution et de l'accès à la terre, la politique forestière de Kawthoolei (2019), qui prévoit leur participation égale et effective aux organes décisionnels, et la politique d'examen des projets de développement (2021), qui insiste sur le fait qu'un tiers des postes au sein du comité de protection de l'environnement doit être réservé aux femmes. Dans le Parc de la paix de Salween, l'Assemblée générale comprend des représentant.e.s de la KNU, des représentant.e.s de la communauté et de la société civile et doit appliquer la politique d'un tiers des sièges pour les femmes. La KESAN vise à renforcer la prise en compte de la dimension de genre dans les politiques de la KNU ainsi que dans le plan stratégique quinquennal du Parc de la paix de Salween.

Romchat Wachirattanakornkul, point focal régional pour le climat et l'environnement en Asie du Sud-Est, membre du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), a présenté un aperçu de la « Protection de la biodiversité par le biais d'une approche fondée sur les droits humains ». Elle a insisté sur la nécessité d'intégrer une approche fondée sur les droits humains dans les SPANB, car cela permettrait de remédier aux effets disproportionnés de la perte de biodiversité sur différents groupes, tout en reconnaissant les droits des peuples autochtones et des communautés locales, des femmes et des jeunes, afin qu'elles deviennent des « agents actifs du changement et non des bénéficiaires passifs ou des victimes ». Une étude menée par le HCDH a montré que si la première génération de SPANB (1996-2003) n'a pas inclus d'approche fondée sur les droits humains, les SPANB suivants ont incorporé des éléments relatifs aux droits humains : 44 % d'entre eux abordent directement au moins un droit humain et 83 % tiennent compte des groupes vulnérables, selon le contexte. Enfin, Romchat a souligné que les SPANB doivent : garantir une participation significative et efficace des femmes au cours des processus d'élaboration, de mise en œuvre et de reporting ; élaborer des indicateurs sensibles au genre conformes au cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal et au plan d'action sur le genre ; recueillir des données ventilées par genre ; mobiliser des ressources en tenant compte du genre ; entretenir un dialogue permanent avec les détenteurs de droits ; mettre en place des mécanismes efficaces pour l'observation des droits humains, le reporting et l'obligation de rendre des comptes ; et garantir le droit d'accès à la justice et à des voies de recours efficaces en cas de violation des droits humains. Enfin, Romchat a souligné que les SPANB doivent garantir une participation significative et efficace des femmes pendant les processus d'élaboration, de mise en œuvre et de reporting, développer des indicateurs sensibles au genre conformément au KGBF et au GPA, enregistrer des données ventilées par sexe, une mobilisation des ressources sensible au genre et des dialogues continus. avec les titulaires de droits, des mécanismes efficaces de surveillance, de reporting et de responsabilisation des droits de l'homme et garantir le droit d'accéder à la justice et à des recours efficaces en cas de violation des droits de l'homme.



Romchat Wachirattanakornkul du HCDH



Kittikun Saksung, section GYBN Thaïlande

Pour souligner le rôle des jeunes dans le développement et le suivi des SPANB, Kittikun Saksung, coordinateur du GYBN en Thaïlande, a présenté quelques-unes des activités que les jeunes thaïlandais.es ont entreprises pour comprendre, sensibiliser et s'impliquer dans les politiques, tant au niveau mondial qu'au niveau national. Il a notamment évoqué les recommandations politiques formulées par la jeunesse thaïlandaise pour le CMB post-2020, l'organisation d'audiences publiques sur le projet de loi sur la biodiversité, le renforcement des capacités par le biais du programme des jeunes leaders et la création de groupes de discussion sur les objectifs quinquennaux en matière de biodiversité, qui sont en cours d'élaboration.

Au cours de la session suivante, les participant.e.s ont échangé sur les processus de cartographie communautaire entrepris par certains sites de restauration. Rose, du Cameroun, a présenté les cinq étapes suivantes :

- ✿ Réunion d'information et de sensibilisation de la communauté, information des dirigeant.e.s et des autres parties prenantes (y compris les groupes locaux dans l'ensemble des processus).
- ✿ Visite du site : consultation des jeunes, des femmes et de la/du cartographe, collecte des coordonnées GPS coordonnée par un.e cartographe recommandé.e par les Membres de la communauté.
- ✿ La/le cartographe revient pour valider les coordonnées GPS, finaliser la carte et détecter les informations manquantes.
- ✿ Inclure les coordonnées dans le logiciel
- ✿ Carte finale

Les participant.e.s ont échangé autour de la diversité et de la flexibilité du processus de cartographie communautaire. En Argentine, CAUCE a mené un processus de cartographie participative en collaboration avec des biologistes, grâce auquel les membres de la communauté ont cartographié la faune et la flore, en utilisant un équipement de suivi GPS. À Chomes, les membres de la communauté ont élaboré une carte qui indique l'emplacement des sites de restauration et de pêche, en collaboration avec CoopeSolidar. Cette carte est mise à jour tous les mois et associe les connaissances traditionnelles, en particulier celles des femmes, à la méthodologie scientifique. KESAN a travaillé auprès de plusieurs communautés du Parc de la paix de Salween. Elles ont d'abord développé une carte dessinée à la main, puis ont corroboré les résultats avec un GPS, en parcourant les limites du territoire. Le territoire comprend également des zones où les femmes ont identifié des espèces importantes pour la biodiversité. Ravadee, de la SDF, a souligné combien il était important de sensibiliser les participant.e.s sur l'objectif et le sens général du processus de cartographie, et d'impliquer des groupes ciblés tels que les femmes, les jeunes et les personnes âgées de la communauté. Les participant.e.s d'IMPECT ont insisté sur la nécessité d'impliquer le gouvernement local dans le processus de cartographie et d'inclure diverses catégories dans la délimitation des frontières, notamment en relation avec l'utilisation des terres, en prenant en compte l'agriculture de rotation, la préservation de l'habitat, la foresterie communautaire ainsi que l'utilisation et l'accès à certaines zones par d'autres communautés. Le processus de cartographie peut également contribuer à la résolution des conflits entre les communautés, ou entre les communautés et les autorités gouvernementales, et peut être utilisé comme un outil au service de l'autodétermination et de l'autonomie. Dans les Îles Salomon, le NIPS a développé des cartes en 3D dans les aires protégées, pour montrer les espaces de restauration et de conservation communautaires d'une manière participative.



Tout sourire le jour 2

Les membres de Women4Biodiversity ont récapitulé et mis l'accent sur l'utilisation de la cartographie comme un instrument de négociation important pour la reconnaissance des droits, notamment les droits fonciers, les droits d'accès et l'utilisation durable des ressources naturelles. Lorsque les objectifs des processus de cartographie sont définis, cela doit amener à préciser les raisons pour lesquelles la cartographie est réalisée, à qui elle s'adresse, à qui appartiendront les informations partagées dans le cadre du processus, et dans quelle mesure ces informations doivent être accessibles au public. Les principes d'inclusion, de réciprocité, de prise de décision démocratique et informée doivent être respectés tout au long du processus de cartographie participative.

Les membres de Women4Biodiversity ont récapitulé et mis l'accent sur l'utilisation de la cartographie comme un instrument de négociation important pour la reconnaissance des droits, notamment les droits fonciers, les droits d'accès et l'utilisation durable des ressources naturelles. Lorsque les objectifs des processus de cartographie sont définis, cela doit amener à préciser les raisons pour lesquelles la cartographie est réalisée, à qui elle s'adresse, à qui appartiendront les informations partagées dans le cadre du processus, et dans quelle mesure ces informations doivent être accessibles au public. Les principes d'inclusion, de réciprocité, de prise de décision démocratique et informée doivent être respectés tout au long du processus de cartographie participative.



Les participants peignent la toile murale

Ensuite, les participant.e.s du Costa Rica ont présenté le processus de consentement libre informé et préalable (CLIP) qui a été mis en œuvre avant la restauration. Les processus de CLIP ont permis aux communautés de Chomes de prendre connaissance des objectifs et de la finalité du projet, afin de pouvoir prendre des décisions informées à chaque étape du processus. Les participant.e.s ont discuté des différents défis, des leçons tirées et des principes pour la mise en œuvre intégrale du CLIP.



Encadré 3: Suivre les processus de consentement libre informé et préalable - Une étude de cas menée à Chomes, au Costa Rica

En collaboration avec CoopeSolidar, CoopeMolus Chomes R.L. a commencé à organiser des réunions pour expliquer de manière simple et transparente le processus engagé avec Women4Biodiversity, ses buts et ses objectifs généraux. Plus tard, après l'analyse juridique, une réunion a été organisée pour présenter aux femmes de Chomes l'histoire et la vision de la CDB. Une nouvelle rencontre a permis de finaliser les plans de travail, les budgets et le calendrier des activités envisagées dans le cadre du projet. Chaque décision a fait l'objet d'un vote et d'une recherche de consensus, grâce à l'utilisation de pagaies vertes et rouges : les premières permettaient d'exprimer l'accord, les secondes le désaccord.

Le processus a fourni des informations clés sur :

- La manière dont les décisions seraient prises.
- La manière dont les budgets seraient gérés.
- Les résolutions de conflits.
- La création d'un groupe de femmes qui seraient le point de contact avec CoopeSolidar R.L. et la mention, en cas de voyage, des possibilités de participer à divers forums et réunions pour présenter le travail effectué à Chomes.

Ce processus a aussi supposé des responsabilités :

- Être présent.e.s aux réunions de manière ponctuelle.
- Manifester les désaccords
- Travailler dur et dans la bonne humeur.ent

Pour terminer la journée, Sumina Subba, responsable de la communication visuelle de Women4Biodiversity, a présenté des outils et des conseils de communication. Elle a partagé avec les participant.e.s quelques-unes des méthodes les plus courantes pour créer des supports de sensibilisation et de documentation tout au long d'un projet ou d'une activité. L'objectif de cette session était de renforcer les capacités des participant.e.s pour documenter leur propre travail dans le cadre du projet, à l'aide d'outils audiovisuels et en explorant la variété des options disponibles, pour parvenir à documenter les processus en dépassant le simple compte-rendu. À la fin de la journée, les participant.e.s ont été invité.e.s à créer de courtes vidéos, en se filmant les un.e.s des autres, et en se basant sur certains des outils et des conseils proposés pour répondre à la question suivante : « Que veulent les femmes en termes d'égalité des genres et de droits des femmes, maintenant que le cadre mondial pour la biodiversité a été adopté ? »

JOUR 3 : 17 MAI

Il n'y a pas que la logistique dans la vie!

- ✦ Calendriers et plans de travail
- ✦ Suivi, évaluation et apprentissage

Le troisième jour a commencé par une revue rapide de toutes les vidéos que les participant.e.s avaient tournées la veille, dans le cadre des sessions de communication.



Une capture d'écran de la vidéo

Regarder la vidéo sur bit.ly/CNXVideos

Shruti a présenté une brève chronologie de l'ensemble du projet, y compris les dates des divers rapports à présenter, ainsi que les échéances financières. Ensuite, les représentant.e.s de chacun des sites de restauration partenaires ont travaillé sur la mise à jour de leurs plans de travail et sur la manière dont ils envisagent de faire avancer le travail, avant de partager ces éléments avec le groupe. L'objectif de cette session était d'informer les participant.e.s des résultats possibles pour lesquels elles peuvent se préparer, tout en laissant une certaine marge de manœuvre, pour faire face à d'éventuels défis, tels que des élections, des confinements liés à des pandémies, des problèmes liés au changement climatique, etc. Tout en comprenant la complexité des paysages de chacun des sites pilotes et la diversité des processus de documentation en cours, ces plans de travail ont été conçus comme des outils de référence, pour comprendre le travail qu'elles ont planifié pour eux-mêmes, sur la base de ce qu'elles avaient initialement l'intention de réaliser. Chaque site de restauration a ensuite présenté au groupe une brève mise à jour des plans de travail qu'elles espèrent mettre en œuvre pendant le projet.

Ashanapuri Hertz (Swedbio) a animé la session suivante sur le suivi, l'évaluation et l'apprentissage (MEL). Elle a décrit les instruments de référence qui permettront de mesurer l'impact du projet. Elle a également insisté sur le développement d'actions orientées par l'objectif ou la vision plus large que l'on s'est fixé dans le cadre du projet. Elle a partagé quelques méthodologies qui peuvent être utilisées comme outils de réflexion, et qui permettent d'évaluer si l'on s'écarte de l'objectif initial du travail entrepris, notamment la théorie du changement. Ashanapuri a ensuite mis en évidence certains indicateurs quantitatifs et qualitatifs clés qui peuvent être utilisés pour évaluer et mesurer le changement. On pourrait notamment recourir à des indicateurs visibles tels que l'évolution de la biodiversité, l'engagement, le plaidoyer et le lobbying auprès de diverses parties prenantes aux niveaux local et national, par le biais des résultats générés au cours de ce processus. Toutefois, elle a également invité les participant.e.s à réfléchir à des indicateurs invisibles, par exemple le fait d'être invité.e.s à faire partie de comités au niveau local ou régional en raison du travail accompli. Elle a également mentionné que, même si tous ces exemples correspondent à des indicateurs qualitatifs positifs, il peut également y avoir des indicateurs négatifs, qui doivent alors être reconnus et faire l'objet d'une réflexion afin de s'assurer qu'ils sont pris en compte ou portés à la connaissance des communautés. Des méthodes de réflexion simples, telles que l'utilisation de post-its, de questions guides et d'outils de documentation du processus peuvent faire partie du travail de MEL. Ashanapuri a terminé en partageant un exemple d'outil visuel, qui permet d'élaborer un plan de travail et qui pourrait aider certain.e.s participant.e.s dans leurs activités.



Une séance sur MEL avec SwedBio



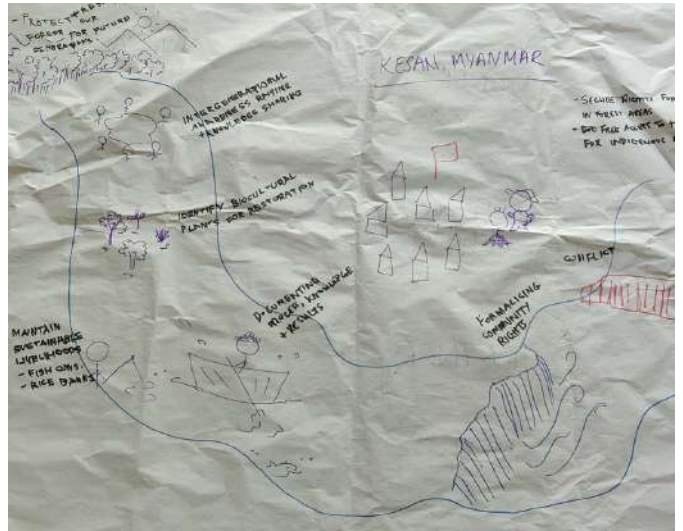
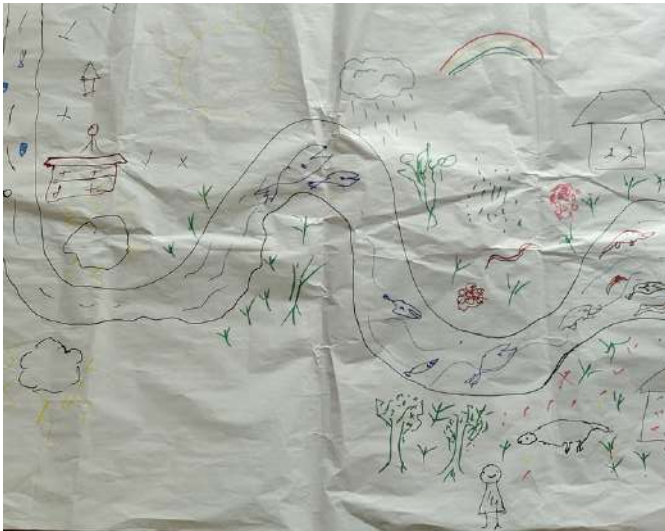
JOUR 4 : 18 MAI

Nourrir une vision collective

- ✦ Documentation des processus – Exercice d'exploration sur le fleuve de la vie
- ✦ Aborder les indicateurs et les impacts - Un cadre de transformation alternatif
- ✦ Perspectives et stratégies d'actions pour le futur
- ✦ Journée internationale de la biodiversité (événement hybride)

Le dernier jour de l'atelier avait pour but de souligner l'importance de la documentation et les moyens dont disposent les participant.e.s pour documenter le processus. Plusieurs participant.e.s ont ouvert la conversation en racontant des histoires vécues au sein de leurs communautés et des récits intergénérationnels. Ces histoires représentent souvent des manières de transmettre oralement les connaissances d'une génération à l'autre, et plusieurs d'entre elles contiennent également des éléments relatifs à la gouvernance, à la gestion et à la conservation. Les récits sont souvent reliés à la culture, à l'histoire et aux systèmes de connaissances qui nourrissent l'existence de la biodiversité dans la région. Shruti a fait observer que la création de récits peut constituer une forme de documentation que les femmes utilisent souvent pour transmettre l'information d'une génération à l'autre et qu'elle peut être un outil important pour la défense des intérêts des femmes. Les femmes sont souvent les protectrices du savoir traditionnel et plusieurs pratiques, dont l'utilisation d'herbes médicinales, sont transmises de mère en fille.

La première session de cette journée a permis de faire le lien avec la session de la veille sur les plans de travail et les calendriers. Intitulée « Le fleuve de la vie », cette activité invitait les participant.e.s à imaginer l'ensemble de leur parcours, l'ensemble du processus, sous la forme d'un fleuve. En fonction du paysage et du contexte de chacun des sites de restauration, elles pouvaient ajouter des éléments au dessin de leur fleuve de vie, de sorte que, lorsque le fleuve rejoint l'océan, il représente l'objectif ou la vision plus large du projet. Valerie, de CAUCE, a mentionné qu'elle avait ajouté des moustiques, pour représenter certains défis liés au processus de restauration des zones humides, qui, espérons-le, pourront être résolus, comme avec un répulsif anti-moustiques, afin que le travail mené par les femmes de Cuidadores puisse être renforcé par la suite. Rose, du Cameroun, a commencé son voyage par une petite partie du fleuve où son organisation s'attaque aux impacts du changement climatique, en particulier sur les moyens de subsistance, aux impacts de la déforestation et à ceux de la privatisation des terres du fait de la construction d'hôtels. Mais elle a aussi ajouté des poissons, des arbres et des nuages au terme du parcours, en indiquant que l'objectif de ce projet de restauration est de rétablir la biodiversité et de sécuriser les modes de vie des habitant.e.s de Londji. Pour le Myanmar, Sunita et Casper nous ont expliqué qu'elles ont ajouté un barrage, qui représente les défis qu'elles affrontent, notamment le conflit en cours, la violence et l'impact du changement climatique, qui pourraient avoir une incidence sur le débit du fleuve. Toutefois, elles ont précisé que différentes stratégies, comme l'identification des plantes bioculturelles à réintroduire, la documentation des systèmes de connaissances et le renforcement des processus d'autodétermination, contribueront à négocier les droits des femmes dans la région, ainsi que le libre accès et le respect des connaissances autochtones.



Diagrammes de River of Life dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du coin supérieur gauche : REFACOF (Cameroun), KESAN (Myanmar), CAUCE (Argentine), CoopeSolidar / Chomes (Costa Rica)



Diagramme de la Rivière de Vie : PACAP (Kenya)

Un kit de documentation du processus a ensuite été partagé avec les participant.e.s, afin de documenter la restauration à travers la construction de récits et de narrations. Plusieurs questions sont posées à chaque étape et encouragent chaque site de restauration à contribuer et enrichir les connaissances pour la documentation de leurs propres trajectoires.

La deuxième activité de la journée fut un exercice de réflexion personnelle, au cours duquel les participant.e.s ont été invité.e.s à se pencher sur cinq dimensions différentes : les questions sociales, culturelles, économiques, écologiques et politiques. Shruti a demandé à chacun.e des participant.e.s de placer des post-it là où leur travail leur semble le plus pertinent et permet d'aborder la dimension en question. L'impact du travail mené pouvait être intersectionnel et les participant.e.s ont été encouragé.e.s à réfléchir aux éléments sur lesquels ielles n'avaient pas l'intention de travailler et/ou les éléments qu'ielles n'ont pas pu aborder en raison des différents défis. Après le partage des expériences des différent.e.s participant.e.s, Shruti a présenté le cadre de transformation alternatif, un outil d'auto-évaluation conçu durant un processus consultatif avec diverses parties prenantes, au sein du Vikalp Sangam (Confluence des alternatives), qui a rassemblé des personnes pour réfléchir aux alternatives en faveur d'une démocratie écologique radicale.

Les participant.e.s ont estimé que le fleuve de vie et le cadre de transformation alternatif étaient des outils importants à rapporter à leurs communautés, car il s'agit d'outils très visuels et faciles à mettre en œuvre. Le cadre de transformation alternatif pourrait également servir d'outil de référence, afin d'identifier des indicateurs pour leurs processus de suivi et d'évaluation, au service des initiatives de restauration.

Lors de la dernière discussion, consacrée aux perspectives et à l'élaboration de stratégies pour le futur, les participant.e.s ont formulé quelques recommandations pour poursuivre le travail collectif de l'atelier :

- Construire une stratégie de communication collective, qui serait enrichie par les voix des représentant.e.s des sites de restauration, et qui permettrait de diffuser les travaux de documentation réalisés dans le cadre des initiatives de restauration.
- Poursuivre les échanges interculturels entre les sites de restauration par le biais d'une liste de diffusion mail et d'un groupe WhatsApp.
- Renforcer le travail de plaidoyer national et régional, à travers l'analyse des SPANB et le plaidoyer auprès des points focaux nationaux et locaux, y compris en explorant les possibilités de collecte de fonds pour renforcer les capacités et le soutien aux processus de restauration.
- Renforcer les capacités en encourageant la participation aux programmes de formation organisés par le Caucus des femmes de la CDB des Nations unies, ce qui permettrait aux membres de se familiariser avec les processus de la CDB.
- Actualiser les plans de travail et rendre régulièrement compte de la situation des initiatives de restauration, conformément aux calendriers partagés et approuvés.



Women4Biodiversity avait également organisé un événement hybride, où les partenaires des sites pilotes participaient en tant que panélistes, dans le cadre de la Journée internationale de la biodiversité. Le titre de l'événement était « De l'accord à l'action : les voies à suivre pour l'égalité des genres et les droits des femmes dans la restauration de la biodiversité ». Plusieurs organisations de la société civile, actives dans le domaine de la gouvernance de la biodiversité en Thaïlande et dans la région Asie-Pacifique, ont également assisté à l'événement en personne. Un dîner de réception a clôturé l'événement.



Événement hybride pour la Journée internationale de la biodiversité



JOUR 5 : 19 MAI

Expérience d'immersion :

Voyage à Huay-E-Kang, Thaïlande du nord

En collaboration avec IMPECT, Women4biodiversity a organisé une visite dans le village de Huay-E-Kang, une communauté karen du nord de la Thaïlande. La visite avait pour but de permettre aux participant.e.s et à la communauté de se rencontrer, d'échanger et de partager des expériences et des stratégies afin de mieux cerner les processus de conservation et de restauration, en les reliant aux initiatives de subsistance mises en place par la communauté karen.

La rencontre fut menée par Noraeri, la cheffe du village, ainsi que Thewa, qui a été membre de l'administration locale du Tambon, et Phi, en représentation des jeunes. Ensemble, elles ont dressé un bref historique du village. Fondé il y a environ 350 ans, celui-ci abrite plusieurs pratiques de la communauté karen, en particulier celles des femmes. Ces pratiques lient leur culture et leur système de croyances à la biodiversité qui les entoure et constituent des formes de transmission des connaissances d'une génération à l'autre. Une partie de la documentation sur ces systèmes de connaissances et de croyances a été partagée avec les participant.e.s, qui à leur tour ont évoqué brièvement le travail qu'elles mènent avec les communautés dans leur pays respectifs.



Quelques photographies de la visite sur le terrain

Le groupe a ensuite pu observer la carte du territoire, qui est conservée dans leur bureau en version papier. Le gouvernement national a déclaré certaines parties de leurs forêts comme étant des forêts protégées, notamment une partie de leurs terres agricoles en rotation. La carte délimite l'ensemble de leur territoire en différents segments, notamment les forêts communautaires, les forêts de conservation, les zones d'agriculture de rotation, les forêts sacrées, les zones d'habitation, etc. Le processus d'élaboration de cette carte SIG a été participatif et consultatif et sert d'outil de négociation avec les autorités locales. Bien que la carte n'ait pas été reconnue par le gouvernement national, les gouvernements locaux se sont montrés réceptifs à leurs affirmations sur leur territoire et ont travaillé avec la communauté pour une gestion commune des forêts.



Les participants se promènent dans la forêt communautaire

Les participant.e.s ont ensuite dégusté de délicieux plats locaux préparés par la communauté, avant de teindre des tissus avec des colorants naturels provenant de la forêt, tels que l'écorce de mangue, le curcuma, etc. Une petite randonnée dans la forêt a ensuite été organisée, au cours de laquelle les participant.e.s ont partagé leurs connaissances sur les plantes indigènes qu'elles utilisent à des fins alimentaires et médicinales. Rosa, du Kenya, a pu identifier certaines de ces plantes, qui sont également utilisées comme médicaments par les femmes de la forêt de Kamatira.

Selon les dirigeant.e.s karens, les trois années de COVID ont démontré les capacités des Karens à conserver leur mode de vie grâce à la biodiversité et à transmettre leurs connaissances et leur culture autochtones aux nouvelles générations. Aujourd'hui, moins de jeunes travaillent en dehors du village ; au lieu de cela, elles rentrent chez eux et dégagent un revenu grâce aux produits à valeur ajoutée qui sont fabriqués au village: le café, les objets artisanaux, le miel, etc.

Les participant.e.s ont pu se familiariser avec certaines pratiques de la communauté karen et trouver des similitudes avec leur propre travail auprès des communautés, notamment dans le cadre des processus de cartographie. Les initiatives de valorisation des produits ont également été une source d'inspiration pour beaucoup de participant.e.s, les encourageant à intégrer les aspects liés aux modes de vie dans leurs futurs processus.



Photo de groupe devant la forêt communautaire

IMPACT ET RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Cet atelier de formation technique a été conçu pour permettre aux sites de restauration de partager et de renforcer leurs capacités, au service de leurs initiatives de restauration. Voici un aperçu des résultats visés :

- Formation sur différents aspects de la documentation et du suivi des initiatives de restauration.
- Construction de plus d'espaces pour l'apprentissage interculturel et les échanges libres entre les sites de restauration.
- Renforcement et sensibilisation aux objectifs plus généraux du projet global.
- Partage de stratégies collectives pour le plaidoyer au niveau local, régional et mondial, grâce à une compréhension approfondie des processus de la CDB, ainsi qu'à l'apprentissage mutuel sur les différentes stratégies de participation.
- Sensibilisation à l'histoire des processus de la CDB, notamment les SPANB, le plan d'action pour l'égalité des genres et le cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal, adopté récemment.
- Partage de méthodologies pour poursuivre les processus de réflexion autonome, afin de renforcer leurs initiatives.



Photo d'équipe le dernier jour de l'atelier

ANNEXE

Liste des participants

Nom	Organisation	Pays	Identifiant de courrier électronique
Priscah Chebet	PACEP	Kenya	chebetliman@gmail.com
Rosa Chemkoyo	PACEP	Kenya	rosakorinyang@gmail.com
Valeria Enderle	CAUCE	Argentina	enderlevaleria@gmail.com
Rose Masso	REFACOF	Cameroon	rosymass1@yahoo.fr
Ashanapuri Hertz	SWEDBIO	Sweden	ashanapuri.hertz@su.se
Casper Palmano	KESAN	Myanmar	casper.palmano@gmail.com
Sunita Kwangta	KESAN	Myanmar	mook53549@gmail.com
Nayeli Buzano	CoopeMoluscos Chomes	Costa Rica	nayelibuzano@gmail.com
Aracelly Jimenez	CoopeMoluscos Chomes	Costa Rica	coopemoluscoschomes@gmail.com
Ravadee Prasertcharoensuk	SDF	Thailand	ravadee.prasertcharoensuk@gmail.com
Kasinee Kwancharoen	SDF	Thailand	kasineek@gmail.com
Jitrana Kenkanna	GYBN Thailand	Thailand	jitrana.ken@gmail.com
Kittikun Saksung	GYBN Thailand	Thailand	kittikun.saksung@gmail.com
Kanlaya Saengyarun	IMPECT	Thailand	kanlaya.impect@gmail.com
Mali Jator	IMPECT	Thailand	mali.impect@gmail.com
Tanya Promburom	Chiang Mai University	Thailand	tanya.cmu2010@gmail.com
Tibayrenc François		Thailand	tibayrenc86@yahoo.fr
Seila Rodriguez		Thailand	seilayrg@gmail.com
Mrinalini Rai	Women4Biodiversity	Thailand	mrinalini.raii@women4biodiversity.org
Sumina Subba	Women4Biodiversity	Nepal	sumina.subba@women4biodiversity.org
Shruti Ajit	Women4Biodiversity	India	shruti.ajit@women4biodiversity.org



www.women4biodiversity.org



Women4Biodiversity



@Women4Biodiv



@women4biodiversity



@women4biodiv



women4biodiversity



Subscribe to
our newsletter